

**Art. 58.** L'article 101, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi coordonnée, est complété par la phrase suivante :

« Toutefois, si le titulaire a accompli un travail non autorisé le dimanche, l'indemnité octroyée pour le premier jour indemnisable qui précède durant lequel le titulaire n'a exercé aucun travail, est chaque fois récupérée. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs,  
K. PEETERS

La Ministres des Affaires sociales,  
Mme M. DE BLOCK

Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des P.M.E.,  
W. BORSUS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) Session 2014/2015.

Chambre des représentants  
Documents. - DOC 54-1135

**Art. 58.** Artikel 101, § 2, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wet, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Als de gerechtigde evenwel op zondag een niet toegelaten arbeid heeft verricht, wordt telkens de uitkering teruggevorderd die is toegekend voor de eerste voorafgaande vergoedbare dag waarop de gerechtigde geen arbeid heeft verricht. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 juli 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk, Economie en Consumenten,  
K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE BLOCK

De Minister van Middenstand, Zelfstandigen, K.M.O.'s,  
W. BORSUS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) Zitting 2014/2015.

Kamer van volksvertegenwoordigers  
Stukken. - DOC 54-1135

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

[C - 2015/22279]

**10 AOUT 2015. — Loi visant à relever l'âge légal de la pension de retraite, les conditions d'accès à la pension de retraite anticipée et l'âge minimum de la pension de survie (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Titre 1<sup>er</sup>. — Disposition générale**

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Titre 2. — Dispositions relatives aux pensions  
du secteur public**

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Relèvement de l'âge légal de la pension de retraite et modification des conditions d'accès à la pension de retraite anticipée*

*Section 1<sup>re</sup>.* — Dispositions modificatives

**Art. 2.** A l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, modifié en dernier lieu par la loi du 5 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "62<sup>e</sup> anniversaire" sont remplacés par les mots "63<sup>e</sup> anniversaire";

2° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots "40 années" sont remplacés par les mots "42 années";

3° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots "62 ans", "42 années", et "41 années", sont respectivement remplacés par les mots "63 ans", "44 années" et "43 années";

4° le paragraphe 2 est complété par les 4°, 5° et 6° rédigés comme suit :

"4° Pour les pensions de retraite prenant cours entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2016 :

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

[C - 2015/22279]

**10 AUGUSTUS 2015. — Wet tot verhoging van de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen, de voorwaarden voor de toegang tot het vervroegd pensioen en de minimumleeftijd voor het overlevingspensioen (1)**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachten hetgeen volgt :

**Titel 1. — Algemene bepaling**

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Titel 2. — Bepalingen betreffende de pensioenen  
van de overheidssector**

**HOOFDSTUK 1.** — *Verhoging van de wettelijke leeftijd voor het rustpensioen en wijziging van de voorwaarden voor de toegang tot het vervroegd pensioen*

*Afdeling 1. — Wijzigingsbepalingen*

**Art. 2.** In artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 5 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "62<sup>ste</sup> verjaardag" vervangen door de woorden "63<sup>ste</sup> verjaardag";

2° in § 1, eerste lid, 1°, worden de woorden "40 pensioenaanspraakverlenende dienstjaren" vervangen door de woorden "42 pensioenaanspraakverlenende dienstjaren";

3° in § 1, derde lid, worden de woorden "62 jaar", "42 dienstjaren" en "41 dienstjaren" respectievelijk vervangen door de woorden "63 jaar", "44 dienstjaren" en "43 dienstjaren";

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 4°, 5° en 6°, luidende :

"4° Voor de rustpensioenen die ingaan tussen 1 januari 2016 en 31 december 2016 :

— à 62 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 40 années de services déterminés conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

— à 61 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 41 années de services déterminés conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

— à 60 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 42 années de services déterminés conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

5° Pour les pensions de retraite prenant cours entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2017 :

— à 62 ans et 6 mois pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 41 années de services déterminés conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

— à 61 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 42 années de services déterminés conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

— à 60 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 43 années de services déterminés conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

6° Pour les pensions de retraite prenant cours entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 31 décembre 2018 :

— à 63 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 41 années de services déterminés conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

— à 61 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 42 années de services déterminés conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°;

— à 60 ans pour les personnes qui peuvent faire valoir au moins 43 années de services déterminés conformément au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.”;

5°) le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

“§ 3. La condition de durée de services fixée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, au § 2 et au § 2/1 ne doit pas être remplie par la personne née avant le 1<sup>er</sup> janvier 1953 ou par la personne qui a atteint l'âge de 65 ans.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'âge de 65 ans visé à cet alinéa est porté à :

1°) 66 ans si la pension prend cours entre le 1<sup>er</sup> février 2025 et le 31 janvier 2030;

2°) 67 ans si la pension prend cours à partir du 1<sup>er</sup> février 2030.

Les pensions qui prennent cours durant les mois de janvier des années 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 ou 2019, sont, pour l'application du paragraphe 2, censées prendre cours respectivement en 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 ou 2018.

Les pensions qui prennent cours durant le mois de janvier des années 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 ou 2022, sont, pour l'application du paragraphe 3/1, censées prendre cours respectivement en 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 ou 2021.”;

6°) dans le paragraphe 3/1 les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots “§ 3, alinéas 2 à 4” sont remplacés par les mots “§ 3, alinéa 3”;

b) dans l'alinéa 5, les mots “42 ans” sont chaque fois remplacés par les mots “42 ans ou plus”.

**Art. 3.** Dans l'article 90 de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses, remplacé par la loi du 13 décembre 2012, les mots “pension de retraite avant l'âge de 62 ans” sont remplacés par les mots “pension de retraite anticipée”.

#### Section 2. — Dispositions transitoires

**Art. 4.** L'article 2 n'est pas applicable :

1°) aux personnes qui au 1<sup>er</sup> janvier 2015 se trouvaient à leur demande dans une position de disponibilité, totale ou partielle, préalable à la mise à la retraite ou dans une situation analogue;

2°) aux personnes qui ont introduit une demande approuvée par leur employeur avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 en vue d'être placées avant le 2 septembre 2015 dans une situation visée au 1°);

3°) aux personnes qui, si elles en avaient introduit la demande, auraient pu être placées au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2015 dans une situation visée au 1°).

Les situations qui donnent lieu à l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> sont celles visées dans la liste établie par le Roi en exécution de l'article 8, alinéa 2, de la loi du 28 avril 2015 portant des dispositions concernant les pensions du secteur public.

**Art. 5.** En cas d'application du chapitre 2, section 1<sup>re</sup>, de la loi du 28 avril 2015 précitée, de la section 1<sup>re</sup> ou de ces deux sections ensemble, nonobstant toute autre disposition légale, réglementaire ou contractuelle, la personne qui atteint en 2016 :

— op 62 jaar voor de personen die minstens 40 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

— op 61 jaar voor de personen die minstens 41 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

— op 60 jaar voor de personen die minstens 42 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

5° Voor de rustpensioenen die ingaan tussen 1 januari 2017 en 31 december 2017 :

— op 62 jaar en 6 maanden voor de personen die minstens 41 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

— op 61 jaar voor de personen die minstens 42 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

— op 60 jaar voor de personen die minstens 43 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

6° Voor de rustpensioenen die ingaan tussen 1 januari 2018 en 31 december 2018 :

— op 63 jaar voor de personen die minstens 41 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

— op 61 jaar voor de personen die minstens 42 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden;

— op 60 jaar voor de personen die minstens 43 dienstjaren vastgesteld overeenkomstig § 1, eerste lid, 1°, kunnen laten gelden.”;

5°) paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“§ 3. De in § 1, eerste lid, 1°, § 2 en § 2/1 bepaalde voorwaarde inzake duur van de diensten dient niet vervuld te worden door de persoon geboren vóór 1 januari 1953 of door de persoon die de leeftijd van 65 jaar bereikt heeft.

In afwijking van het eerste lid wordt de in dat lid bedoelde leeftijd van 65 jaar gebracht op :

1°) 66 jaar indien het pensioen ingaat tussen 1 februari 2025 en 31 januari 2030;

2°) 67 jaar indien het pensioen ingaat vanaf 1 februari 2030.

De pensioenen die ingaan tijdens de maand januari van de jaren 2014, 2015, 2016, 2017, 2018 of 2019 worden, voor de toepassing van paragraaf 2, geacht respectievelijk in te gaan in 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 of 2018.

De pensioenen die ingaan tijdens de maand januari van de jaren 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 of 2022 worden, voor de toepassing van paragraaf 3/1, geacht respectievelijk in te gaan in 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 of 2021.”;

6°) in paragraaf 3/1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden “§ 3, tweede tot vierde lid” vervangen door de woorden “§ 3, derde lid”;

b) In het vijfde lid worden de woorden “42 jaar” telkens vervangen door de woorden “42 jaar of meer”.

**Art. 3.** In artikel 90 van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen, vervangen bij de wet van 13 december 2012, worden de woorden “voor de leeftijd van 62 jaar een rustpensioen” vervangen door de woorden “een vervroegd rustpensioen”.

#### Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

**Art. 4.** Artikel 2 is niet van toepassing op :

1°) de personen die zich op eigen aanvraag op 1 januari 2015 in een voltijdse of deeltijdse beschikbaarheid voorafgaand aan de oppensioensstelling of in een vergelijkbare situatie bevinden;

2°) de personen die een aanvraag hebben ingediend om vóór 2 september 2015 in een 1°) beoogde situatie te worden geplaatst die door hun werkgever vóór 1 januari 2015 werd ingewilligd;

3°) de personen die, indien zij de aanvraag ertoe hadden ingediend, ten laatste op 1 januari 2015 in een 1°) beoogde situatie konden geplaatst worden.

De situaties die aanleiding geven tot de toepassing van het eerste lid zijn deze bedoeld in de lijst opgesteld door de Koning ter uitvoering van artikel 8, tweede lid, van de wet van 28 april 2015 houdende bepalingen betreffende de pensioenen van de publieke sector.

**Art. 5.** In geval van toepassing van hoofdstuk 2, afdeling 1, van voormelde wet van 28 april 2015, van afdeling 1 of van deze beide afdelingen samen, kan, niettegenstaande elke andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepaling, de persoon die in 2016 :

— l'âge de 55 ou 56 ans, peut en tout état de cause être mise à la pension à l'expiration d'une période de trois années de services prenant cours à partir du moment où, sur la base de la législation en vigueur au 31 décembre 2015, elle remplit les conditions pour pouvoir être mise à la pension anticipativement;

— l'âge de 57 ou 58 ans, peut en tout état de cause être mise à la pension à l'expiration d'une période de deux années de services prenant cours à partir du moment où, sur la base de la législation en vigueur au 31 décembre 2015, elle remplit les conditions pour pouvoir être mise à la pension anticipativement;

— l'âge de 59 ans ou plus, peut en tout état de cause être mise à la pension à l'expiration d'une période d'une année de services prenant cours à partir du moment où, sur la base de la législation en vigueur au 31 décembre 2015, elle remplit les conditions pour pouvoir être mise à la pension anticipativement.

**Art. 6.** L'article 5 s'applique aux pensions visées à l'article 38 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires et à l'article 80 de la loi du 3 février 2003 apportant diverses modifications à la législation relative aux pensions du secteur public.

### Section 3. — Disposition abrogatoire

**Art. 7.** Dans le chapitre 2 de la loi du 28 avril 2015 précitée, la section 4, comportant les articles 24 à 26, est abrogée.

### Section 4. — Disposition finale

**Art. 8.** Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, abroger, modifier, compléter ou remplacer les dispositions légales relatives aux pensions du secteur public pour les adapter à l'augmentation progressive de l'âge et de la durée des services déterminés par l'article 46, §§ 1<sup>er</sup> à 3, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, tel qu'il est modifié par l'article 2 du présent chapitre.

#### CHAPITRE 2. — Relèvement de l'âge minimum de la pension de survie

**Art. 9.** A l'article 5/1, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, inséré par la loi du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1°) dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, dernier tiret, les mots "se situe postérieurement au 31 décembre 2024" sont remplacés par les mots "survient dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et le 31 décembre 2025";

2°) le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est complété par ce qui suit :

— 51 ans lorsque le décès du conjoint survient dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2026 et le 31 décembre 2026;

— 52 ans lorsque le décès du conjoint survient dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2027 et le 31 décembre 2027;

— 53 ans lorsque le décès du conjoint survient dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2028 et le 31 décembre 2028;

— 54 ans lorsque le décès du conjoint survient dans la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2029 et le 31 décembre 2029;

— 55 ans lorsque le décès du conjoint se situe postérieurement au 31 décembre 2029."

**Art. 10.** Dans l'article 6/1, alinéa 3, de la même loi, inséré par la loi du 15 mai 2014, les mots "porté à 50 ans" sont remplacés par les mots "porté à 55 ans".

#### CHAPITRE 3. — Entrée en vigueur

**Art. 11.** Le présent titre entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### Titre 3. — Dispositions relatives aux pensions des travailleurs salariés

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Relèvement de l'âge légal de la pension de retraite et modification des conditions d'accès à la pension de retraite anticipée

#### Section 1<sup>re</sup>. — Relèvement de l'âge légal de la pension de retraite

**Art. 12.** Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié par la loi du 28 décembre 2011, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

— de l'âge de 55 ou 56 ans, peut en tout état de cause être mise à la pension à l'expiration d'une période de trois années de services prenant cours à partir du moment où, sur la base de la législation en vigueur au 31 décembre 2015, elle remplit les conditions pour pouvoir être mise à la pension anticipativement;

— de l'âge de 57 ou 58 ans, peut en tout état de cause être mise à la pension à l'expiration d'une période de deux années de services prenant cours à partir du moment où, sur la base de la législation en vigueur au 31 décembre 2015, elle remplit les conditions pour pouvoir être mise à la pension anticipativement;

— de l'âge de 59 ans ou plus, peut en tout état de cause être mise à la pension à l'expiration d'une période d'une année de services prenant cours à partir du moment où, sur la base de la législation en vigueur au 31 décembre 2015, elle remplit les conditions pour pouvoir être mise à la pension anticipativement.

**Art. 6.** Artikel 5 is van toepassing op de pensioenen bedoeld in artikel 38 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen en in artikel 80 van de wet van 3 februari 2003 houdende diverse wijzigingen aan de wetgeving betreffende de pensioenen van de openbare sector.

### Afdeling 3. — Opheffingsbepaling

**Art. 7.** In hoofdstuk 2 van voormelde wet van 28 april 2015 wordt afdeling 4, die de artikelen 24 tot 26 bevat, opgeheven.

### Afdeling 4. — Slotbepaling

**Art. 8.** De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de wettelijke bepalingen inzake overheidspensioenen opheffen, wijzigen, aanvullen of vervangen om ze aan te passen aan de geleidelijke verhoging van de leeftijd en de duur van de diensten bepaald bij artikel 46, §§ 1 tot 3, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, zoals gewijzigd bij artikel 2 van dit hoofdstuk.

#### HOOFDSTUK 2. — Verhoging van de minimumleeftijd van het overlevingspensioen

**Art. 9.** In artikel 5/1, § 1, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) in § 1, tweede lid, laatste streepje, worden de woorden "plaatsvindt na 31 december 2024" vervangen door de woorden "zich voordoet binnen de periode vanaf 1 januari 2025 tot 31 december 2025";

2°) § 1, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

— 51 jaar wanneer het overlijden van de echtgenoot zich voordoet binnen de periode vanaf 1 januari 2026 tot 31 december 2026;

— 52 jaar wanneer het overlijden van de echtgenoot zich voordoet binnen de periode vanaf 1 januari 2027 tot 31 december 2027;

— 53 jaar wanneer het overlijden van de echtgenoot zich voordoet binnen de periode vanaf 1 januari 2028 tot 31 december 2028;

— 54 jaar wanneer het overlijden van de echtgenoot zich voordoet binnen de periode vanaf 1 januari 2029 tot 31 december 2029;

— 55 jaar wanneer het overlijden van de echtgenoot plaatsvindt na 31 december 2029."

**Art. 10.** In artikel 6/1, derde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 mei 2014, worden de woorden "gebracht op 50 jaar" vervangen door de woorden "gebracht op 55 jaar".

#### HOOFDSTUK 3. — Inwerkingtreding

**Art. 11.** Deze titel treedt in werking op 1 januari 2017.

### Titel 3. — Bepalingen betreffende de pensioenen van werknemers

HOOFDSTUK 1. — Verhoging van de wettelijke leeftijd van het rustpensioen en wijziging van de toegangsvoorwaarden tot het vervroegd rustpensioen

#### Afdeling 1. — Verhoging van de wettelijke leeftijd van het rustpensioen

**Art. 12.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, gewijzigd bij de wet van 28 december 2011, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

“§ 1<sup>er</sup>. La pension de retraite prend cours le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'intéressé en fait la demande et au plus tôt le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint l'âge de la pension. L'âge de la pension est de :

1° 65 ans pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2025;

2° 66 ans pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> février 2025 et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2030;

3° 67 ans pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> février 2030.”.

**Art. 13.** Dans l'article 4, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 avril 1997, les mots “l'âge de la pension, soit 65 ans” sont remplacés par les mots “l'âge de la pension visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>”.

**Art. 14.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 11, du même arrêté, les mots “l'âge de 65 ans” sont remplacés par les mots “l'âge de la pension visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>”.

**Art. 15.** L'article 2 de la loi du 22 mars 2001 instituant la garantie de revenus aux personnes âgées, modifié par les lois des 23 décembre 2005 et 8 décembre 2013, est complété par le 7° rédigé comme suit :

“7° l'arrêté royal du 23 décembre 1996 : l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions”.

**Art. 16.** L'article 3 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“Art. 3. La garantie de revenus est assurée aux personnes qui ont atteint l'âge légal de la pension visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996”.

**Art. 17.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution des articles 116, alinéa 2 et 119, de la loi du 28 décembre 2011 portant des dispositions diverses, en matière de pension du personnel navigant de l'aviation civile, les mots “à 65 ans,” sont abrogés.

*Section 2. — Modification des conditions d'accès à la pension de retraite anticipée*

**Art. 18.** Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, modifié en dernier lieu par la loi du 24 juin 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, 4°, les mots “au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2016.” sont remplacés par les mots “au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2016”;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par les 5° et 6° rédigés comme suit :

“5° au premier jour du septième mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge de 62 ans, pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2017;

6° au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge de 63 ans, pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2018.”;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, les mots “au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2015.” sont remplacés par les mots “au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2016”;

4° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les 4° et 5° rédigés comme suit :

“4° d'au moins 41 ans, pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2018;

5° d'au moins 42 ans, pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2019.”;

5° dans le § 3, 3°, les mots “au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2016,” sont remplacés par les mots “au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2016”;

6° le paragraphe 3 est complété par les 4° et 5° rédigés comme suit :

“§ 1. Het rustpensioen gaat in op de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke de belanghebbende het aanvraagt en ten vroegste op de eerste dag van de maand die volgt op deze waarin hij de pensioenleeftijd bereikt. De pensioenleeftijd is :

1° 65 jaar voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan op uiterlijk 1 januari 2025;

2° 66 jaar voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan ten vroegste op 1 februari 2025 en uiterlijk op 1 januari 2030;

3° 67 jaar voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan ter vroegste op 1 februari 2030.”.

**Art. 13.** In artikel 4, § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 april 1997, worden de woorden “de pensioenleeftijd van 65 jaar” vervangen door de woorden “de in artikel 2, § 1, bedoelde pensioenleeftijd”.

**Art. 14.** In artikel 7, § 1, elfde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de leeftijd van 65 jaar” vervangen door de woorden “de in artikel 2, § 1 bedoelde pensioenleeftijd”.

**Art. 15.** Artikel 2 van de wet van 22 maart 2001 tot instelling van een inkomensgarantie voor ouderen, gewijzigd bij de wetten van 23 december 2005 en 8 december 2013, wordt aangevuld met de bepaling onder 7°, luidende :

“7° het koninklijk besluit van 23 december 1996 : het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels”.

**Art. 16.** Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Art. 3. De inkomensgarantie wordt gewaarborgd aan de personen die de wettelijke pensioenleeftijd bedoeld in artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 23 december 1996, bereikt hebben”.

**Art. 17.** In artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 tot uitvoering van artikelen 116, tweede lid en 119, van de wet van 28 december 2011 houdende diverse bepalingen, inzake het pensioen van het vliegend personeel van de burgerlijke luchtvaart, worden de woorden “op 65 jaar,” opgeheven.

*Afdeling 2. — Wijziging van de toegangsvoorwaarden tot het vervroegd rustpensioen*

**Art. 18.** In artikel 4 van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 24 juni 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 4°, worden de woorden “ten vroegste op 1 januari 2016” vervangen door de woorden “ten vroegste op 1 januari 2016 en uiterlijk op 1 december 2016”;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met de bepalingen onder 5° en 6°, luidende :

“5° aan de eerste dag van de zevende maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 62 jaar bereikt, voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan ten vroegste op 1 januari 2017 en uiterlijk op 1 december 2017;

6° aan de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 63 jaar bereikt, voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan ten vroegste op 1 januari 2018.”;

3° in paragraaf 2, eerste lid, 3°, worden de woorden “ten vroegste op 1 januari 2015” vervangen door de woorden “ten vroegste op 1 januari 2015 en uiterlijk op 1 december 2016”;

4° in paragraaf 2 wordt het eerste lid aangevuld met de bepalingen onder 4° en 5°, luidende :

“4° ten minste 41 jaren, voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ingaan ten vroegste op 1 januari 2017 en uiterlijk op 1 december 2018;

5° ten minste 42 jaren, voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2019 ingaan.”;

5° in § 3, 3°, worden de woorden “ten vroegste op 1 januari 2016” vervangen door de woorden “ten vroegste op 1 januari 2016 en uiterlijk op 1 december 2016”;

6° paragraaf 3 wordt aangevuld met de bepalingen onder 4° en 5°, luidende :

“4° pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 2018 :

a) si l'intéressé prouve une carrière d'au moins 43 années civiles telles que définies au paragraphe 2, sa pension de retraite anticipée peut prendre cours au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge de 60 ans;

b) si l'intéressé prouve une carrière d'au moins 42 années civiles telles que définies au paragraphe 2, sa pension de retraite anticipée peut prendre cours au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge de 61 ans;

5° pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

a) si l'intéressé prouve une carrière d'au moins 44 années civiles telles que définies au paragraphe 2, sa pension de retraite anticipée peut prendre cours au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge de 60 ans;

b) si l'intéressé prouve une carrière d'au moins 43 années civiles telles que définies au paragraphe 2, sa pension de retraite anticipée peut prendre cours au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge de 61 ans.”;

7° le paragraphe 3bis est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Par dérogation aux paragraphes 1 à 3 et sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'intéressé, qui a atteint l'âge de 59 ans ou plus en 2016, peut prendre sa pension de retraite anticipée aux conditions d'âge et de carrière prévues aux paragraphes 1 à 3 et en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016, majorées chacune d'un an.”;

8° dans le paragraphe 3ter, trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

“Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, 5°, l'âge pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2017 est fixé conformément au § 1<sup>er</sup>, 4°. Par dérogation au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, la condition de carrière requise pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2017 est fixée conformément au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, 6°, l'âge pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2018 est fixé conformément au § 1<sup>er</sup>, 5°.

Par dérogation au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, la condition de carrière requise pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2019 est fixée conformément au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°.”;

9° le paragraphe 3ter est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“Par dérogation au § 3, 4°, la condition de carrière requise pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2017 est fixée conformément au § 3, 3°.

Par dérogation au § 3, 5°, la condition de carrière requise pour les pensions prenant cours au mois de janvier 2019 est fixée conformément au § 3, 4°.”.

**Art. 19.** Les travailleurs salariés qui ont été licenciés, qui ont démissionné ou qui ont conclu avec leur employeur une convention qui met fin au contrat de travail, moyennant, dans chacun de ces cas, la prestation d'un préavis ou le paiement d'une indemnité de préavis, peuvent prendre leur pension de retraite de manière anticipée aux conditions d'âge et de carrière prévues par l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> à 3 de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016 inclus, pour autant qu'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes :

1° le préavis a débuté avant le 9 octobre 2014 et prend fin après le 31 décembre 2016 ou la période couverte par l'indemnité de préavis a débuté avant le 9 octobre 2014 et prend fin après le 31 décembre 2016;

2° les conditions d'âge et de carrière sont remplies à la date de fin du préavis ou de la période couverte par l'indemnité de préavis.

Lorsqu'ils introduisent leur demande de pension de retraite anticipée en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les travailleurs salariés fournissent à l'Office national des Pensions, à l'appui de leur demande, selon le cas :

1° une copie de la notification du congé qui mentionne le début et la durée du préavis ou de la période couverte par l'indemnité de préavis;

2° une copie de la convention qui met fin au contrat de travail et qui mentionne le début et la durée du préavis ou de la période couverte par l'indemnité de préavis.

“4° voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2017 en uiterlijk op 1 december 2018 ingaan :

a) als de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren zoals bepaald in paragraaf 2, kan zijn vervroegd rustpensioen ingaan op de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 60 jaar bereikt;

b) als de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 42 kalenderjaren zoals bepaald in paragraaf 2, kan zijn vervroegd rustpensioen ingaan op de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 61 jaar bereikt;

5° voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 januari 2019 ingaan :

a) als de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 44 kalenderjaren zoals bepaald in paragraaf 2, kan zijn vervroegd rustpensioen ingaan op de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 60 jaar bereikt;

b) als de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren zoals bepaald in paragraaf 2, kan zijn vervroegd rustpensioen ingaan op de eerste dag van de maand volgend op deze tijdens welke hij de leeftijd van 61 jaar bereikt.”;

7° paragraaf 3bis wordt aangevuld met een lid, luidende :

“In afwijking van de paragrafen 1 tot 3 en onverminderd het eerste lid, kan de belanghebbende die de leeftijd van 59 jaar of meer heeft bereikt in 2016 zijn vervroegd rustpensioen opnemen aan de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden bepaald bij de paragrafen 1 tot 3 en van kracht tot 31 december 2016, elk verhoogd met één jaar.”;

8° in paragraaf 3ter worden tussen het derde en het vierde lid drie leden ingevoegd, luidende :

“In afwijking van § 1, 5°, wordt de leeftijd voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2017 vastgesteld overeenkomstig § 1, 4°. In afwijking van § 2, eerste lid, 4°, wordt de vereiste loopbaanvoorwaarde voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2017 vastgesteld overeenkomstig § 2, eerste lid, 3°.

In afwijking van § 1, 6°, wordt de leeftijd voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2018 vastgesteld overeenkomstig § 1, 5°.

In afwijking van § 2, eerste lid, 5°, wordt de vereiste loopbaanvoorwaarde voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2019 vastgesteld overeenkomstig § 2, eerste lid, 4°.”;

9° paragraaf 3ter wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“In afwijking van § 3, 4°, wordt de vereiste loopbaanvoorwaarde voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2017 vastgesteld overeenkomstig § 3, 3°.

In afwijking van § 3, 5°, wordt de vereiste loopbaanvoorwaarde voor de pensioenen die ingaan in de maand januari 2019 vastgesteld overeenkomstig § 3, 4°.”.

**Art. 19.** De werknemers die werden ontslagen, die ontslag hebben genomen of die met hun werkgever een overeenkomst hebben gesloten die een einde maakt aan de arbeidsovereenkomst tegen, in elk van deze gevallen, het presteren van een opzegtermijn of de betaling van een opzeggingsvergoeding, kunnen hun rustpensioen vervroegd opnemen aan de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden bepaald bij artikel 4, §§ 1 tot 3, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van kracht tot en met 31 december 2016, voor zover ze de volgende cumulatieve voorwaarden vervullen :

1° de opzegtermijn heeft een aanvang genomen vóór 9 oktober 2014 en eindigt na 31 december 2016 of de periode gedekt door de opzeggingsvergoeding heeft een aanvang genomen vóór 9 oktober 2014 en eindigt na 31 december 2016;

2° de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden zijn vervuld op de datum van het einde van de opzegtermijn of de periode gedekt door de opzeggingsvergoeding.

Wanneer zij hun aanvraag tot vervroegd rustpensioen indienen krachtens het eerste lid, verschaffen de werknemers de Rijksdienst voor Pensioenen, ter ondersteuning van hun aanvraag, naargelang het geval :

1° een kopie van de kennisgeving van de opzegging die het begin en de duur van de opzegtermijn of de periode gedekt door de opzeggingsvergoeding vermeldt;

2° een kopie van de overeenkomst die een einde maakt aan de arbeidsovereenkomst en die het begin en de duur van de opzegtermijn of de periode gedekt door de opzeggingsvergoeding vermeldt.

**Art. 20.** Les travailleurs salariés qui ont conclu de commun accord avec leur employeur une convention individuelle qui met fin au contrat de travail, peuvent prendre leur pension de retraite de manière anticipée aux conditions d'âge et de carrière prévues par l'article 4, §§ 1<sup>er</sup> à 3, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016, pour autant qu'ils remplissent les conditions cumulatives suivantes :

1° la convention est écrite;

2° la convention a été conclue avant le 9 octobre 2014; cette condition est réputée être remplie en cas de mention du travailleur sur une liste nominative annexée à une convention collective de travail visée au 3°, b), ou à une convention collective de travail déposée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 prise en exécution d'une convention collective de travail visée au 3°, b);

3° la convention a été conclue en dehors du cadre d'une prépension conventionnelle et trouve son fondement dans des dispositions légales ou réglementaires ou dans un des instruments collectifs suivants :

a) un règlement de travail communiqué avant le 9 octobre 2014 conformément à l'article 15, alinéa 7, de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail;

b) une convention collective de travail déposée avant le 9 octobre 2014 conformément à l'article 18 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

c) un règlement de pension en vigueur avant le 9 octobre 2014 au sens de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 9°, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;

4° les dispositions légales ou réglementaires ou les instruments collectifs, qui sont mentionnés au 3°, prévoient un processus de départ en vue de pouvoir prendre la pension anticipée;

5° à la fin du contrat de travail, ces travailleurs satisfont aux conditions d'âge et de carrière précitées.

Lorsqu'ils introduisent leur demande de pension de retraite anticipée en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les travailleurs salariés fournissent à l'Office national des Pensions, à l'appui de leur demande :

1° une copie de la convention individuelle écrite;

2° une copie du règlement de travail, une copie de la convention collective de travail, une copie du règlement de pension ou la référence aux dispositions légales et réglementaires.

#### CHAPITRE 2. — *Relèvement de l'âge minimum de la pension de survie*

**Art. 21.** Dans l'article 16, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les lois des 5 juin 1970, 25 janvier 1999 et 5 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, le 11° est remplacé par ce qui suit :

"11° 50 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2025 et au plus tard au 31 décembre 2025";

2° l'alinéa 2 est complété par les 12°, 13°, 14°, 15° et 16° rédigés comme suit :

"12° 51 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2026 et au plus tard au 31 décembre 2026;

13° 52 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2027 et au plus tard au 31 décembre 2027;

14° 53 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2028 et au plus tard au 31 décembre 2028;

15° 54 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2029 et au plus tard au 31 décembre 2029;

16° 55 ans, lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2030";

3° il est inséré entre les alinéas 2 et 3 un alinéa rédigé comme suit :

"La pension de survie est accordée au conjoint survivant qui, à la date du décès de son époux ou épouse, a atteint l'âge visé à l'alinéa 2".

**Art. 20.** De werknemers die in onderling overleg met hun werkgever een individuele overeenkomst hebben gesloten die een einde maakt aan de arbeidsovereenkomst, kunnen hun rustpensioen vervroegd opnemen aan de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden bepaald bij artikel 4, §§ 1 tot 3, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van kracht tot 31 december 2016, voor zover ze volgende cumulatieve voorwaarden vervullen :

1° de overeenkomst is schriftelijk;

2° de overeenkomst werd gesloten vóór 9 oktober 2014; deze voorwaarde wordt geacht vervuld te zijn in geval van vermelding van de werknemer op een nominatieve lijst gevoegd bij een collectieve arbeidsovereenkomst zoals bedoeld bij 3°, b), of bij een collectieve arbeidsovereenkomst die voor 1 januari 2015 neergelegd is in uitvoering van een collectieve arbeidsovereenkomst bedoeld bij 3°, b);

3° de overeenkomst werd gesloten buiten het kader van een conventioneel brugpensioen en vindt zijn grondslag in wettelijke of reglementaire bepalingen of in één van de volgende collectieve instrumenten :

a) een arbeidsreglement meegedeeld vóór 9 oktober 2014 overeenkomstig artikel 15, zevende lid, van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen;

b) een collectieve arbeidsovereenkomst neergelegd vóór 9 oktober 2014 overeenkomstig artikel 18 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

c) een pensioenreglement van kracht vóór 9 oktober 2014 in de zin van artikel 3, § 1, 9°, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid;

4° de wettelijke of reglementaire bepalingen of de collectieve instrumenten die zijn vermeld in de bepaling onder 3°, voorzien in een procedure van uittreding met het doel om het vervroegd pensioen te kunnen opnemen;

5° op het einde van de arbeidsovereenkomst voldoen deze werknemers aan de voormelde leeftijds- en loopbaanvoorwaarden.

Wanneer zij hun aanvraag tot vervroegd rustpensioen indienen krachtens het eerste lid, verschaffen de werknemers de Rijksdienst voor Pensioenen, ter ondersteuning van hun aanvraag :

1° een kopie van de schriftelijke individuele overeenkomst;

2° een kopie van het arbeidsreglement, een kopie van de collectieve arbeidsovereenkomst, een kopie van het pensioenreglement of de verwijzing naar de wettelijke en reglementaire bepalingen.

#### HOOFDSTUK 2. — *Verhoging van de minimumleeftijd van het overlevingspensioen*

**Art. 21.** In artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de wetten van 5 juni 1970, 25 januari 1999 en 5 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt de bepaling onder 11° vervangen als volgt :

"11° 50 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2025 en ten laatste op 31 december 2025 overlijdt";

2° het tweede lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 12°, 13°, 14°, 15° en 16°, luidende :

"12° 51 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2026 en ten laatste op 31 december 2026 overlijdt;

13° 52 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2027 en ten laatste op 31 december 2027 overlijdt;

14° 53 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2028 en ten laatste op 31 december 2028 overlijdt;

15° 54 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2029 en ten laatste op 31 december 2029 overlijdt;

16° 55 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2030 overlijdt";

3° er wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

"Het overlevingspensioen wordt toegekend aan de langstlevende echtgenoot die, op de datum van het overlijden van zijn echtgenoot of echtgenote, de in het tweede lid bedoelde leeftijd bereikt heeft".

CHAPITRE 3. — *Autres dispositions relatives à l'allocation de transition*

**Art. 22.** Dans l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 1966 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers, des employés, des marins naviguant sous pavillon belge, des ouvriers mineurs et des assurés libres, remplacé par la loi du 25 janvier 1999 et modifié par la loi du 22 mars 2001, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est complété par le i) rédigé comme suit :

“i) les allocations de transition octroyées dans le régime de pension des travailleurs salariés”;

2° dans le 2°, le b) est remplacé par ce qui suit :

“b) l'Office national des Pensions en ce qui concerne les avantages visés au 1°, a, c, d, e, h, i, le cas échéant, au f et g.”.

**Art. 23.** Dans l'article 21, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 50 précité, remplacé par la loi du 5 mai 2014, la phrase “Dans les autres cas, elle prend cours au plus tôt, le premier jour du mois qui suit cette demande” est remplacé par la phrase “Dans les autres cas, elle prend cours au plus tôt le premier jour du mois qui suit cette demande, pour la durée fixée en vertu de l'article 21ter et calculée à partir de la date à laquelle l'allocation de transition aurait pris cours si la demande avait été introduite dans les douze mois qui suivent le décès du conjoint”.

**Art. 24.** L'article 21ter du même arrêté, inséré par la loi du 5 mai 2014, est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

“§ 4. Le conjoint survivant, qui a été uni par des mariages successifs, ne peut pas cumuler une allocation de transition prévue par le présent arrêté avec une pension de survie ou un avantage en tenant lieu à charge d'un régime belge ou étranger. Dans ce cas, il choisit entre les deux prestations et ce choix est définitif”.

**Art. 25.** Dans l'article 21quater du même arrêté, inséré par la loi du 5 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

“Le conjoint survivant qui a bénéficié ou aurait pu bénéficier des dispositions du présent chapitre, peut prétendre aux dispositions du chapitre 3 en matière de pension de survie lorsqu'il bénéficie d'une pension de retraite à charge d'un régime légal belge de pension ou lorsqu'il bénéficie d'une pension de retraite pour motif de santé ou d'inaptitude physique dans le secteur public, à condition qu'il ne soit pas remarié à la date de prise de cours de la pension de survie.”;

2° dans l'alinéa 2, le 3° est remplacé par ce qui suit :

“3° à l'âge légal de la pension de retraite belge lorsque le conjoint survivant ne justifie pas d'une carrière professionnelle personnelle.”.

**Art. 26.** Dans l'article 7bis de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, inséré par la loi du 5 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

“Lorsque le conjoint est décédé avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de son vingt-et-unième anniversaire et était occupé au sens de l'arrêté royal n° 50 au moment de son décès, le montant de l'allocation de transition est égal à 60 % :

— 1° du montant des rémunérations du conjoint décédé visées à l'article 7 de l'arrêté royal n° 50 et afférentes à la plus avantageuse des années civiles;

— 2° du montant forfaitaire visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, si le mode de calcul prévu au 1° ne peut être appliqué ou est moins favorable.”;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 6 est abrogé;

3° dans le paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

“Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, si la rémunération annuelle, pour une année de carrière du travailleur décédé, réévaluée à la date de prise de cours de l'allocation de transition est inférieure, par an, au montant visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, l'allocation de transition est calculée sur la base de ce montant pour l'année considérée. Ce montant est fixé au prorata de la durée d'occupation prouvée exprimée en jours équivalents temps plein.”;

4° dans le paragraphe 2, les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

HOOFDSTUK 3. — *Andere bepalingen betreffende de overgangsuitkering*

**Art. 22.** In artikel 21, § 1, eerste lid, van de wet van 13 juni 1966 betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor arbeiders, bedienden, zeevarenden onder Belgische vlag, mijnwerkers en vrijwillig verzekerden, vervangen bij de wet van 25 januari 1999 en gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 1° wordt aangevuld met de bepaling onder i), luidende :

“i) de overgangsuitkeringen toegekend in de pensioenregeling voor werknemers”;

2° in de bepaling onder 2°, wordt de bepaling onder b) vervangen als volgt :

“b) de Rijksdienst voor Pensioenen wat betreft de in 1°, a, c, d, e, h, i, in voorkomend geval, f en g bedoelde voordelen.”.

**Art. 23.** In artikel 21, § 1, van het voormeld koninklijk besluit nr. 50, vervangen bij de wet van 5 mei 2014, wordt de zin “In de overige gevallen gaat het ten vroegste in de eerste dag van de maand welke op die aanvraag volgt” vervangen door de zin “In de overige gevallen gaat het ten vroegste in de eerste dag van de maand welke op die aanvraag volgt, voor de periode vastgesteld krachtens artikel 21ter en berekend vanaf de datum waarop de overgangsuitkering had kunnen ingaan als de aanvraag werd ingediend in de twaalf maanden die volgen op het overlijden van de echtgenoot”.

**Art. 24.** Artikel 21ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

“De langstlevende echtgenoot die door opeenvolgende huwelijken is verbonden geweest, kan een overgangsuitkering bepaald bij dit besluit niet cumuleren met een overlevingspensioen of een als zodanig geldend voordeel ten laste van een Belgisch of buitenlands stelsel. In dit geval kiest hij tussen beide prestaties en is deze keuze definitief”.

**Art. 25.** In artikel 21quater van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“De langstlevende echtgenoot die heeft genoten of zou kunnen genoten hebben van de bepalingen van dit hoofdstuk kan aanspraak maken op de bepalingen van hoofdstuk 3 inzake het overlevingspensioen wanneer hij een rustpensioen geniet ten laste van een Belgische wettelijke pensioenregeling of wanneer hij een rustpensioen wegens gezondheidsredenen of lichamelijke ongeschiktheid in de openbare sector geniet, op voorwaarde dat hij niet hertrouwd is op de ingangsdatum van het overlevingspensioen.”;

2° in het tweede lid wordt de bepaling onder 3° vervangen als volgt :

“3° op de Belgische wettelijke rustpensioenleeftijd indien de langstlevende echtgenoot niet het bewijs levert van een persoonlijke beroepsloopbaan.”.

**Art. 26.** In artikel 7bis van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, ingevoegd bij de wet van 5 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het vierde lid vervangen als volgt :

“Indien de echtgenoot vóór 1 januari van het jaar van zijn eenentwintigste verjaardag overleden is en tewerkgesteld was in de zin van het koninklijk besluit nr. 50 op het ogenblik van zijn overlijden, is het bedrag van de overgangsuitkering gelijk aan 60 % :

— 1° van het bedrag van de lonen van de overleden echtgenoot bedoeld bij artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 50 en die betrekking hebben op het voordeligste van de kalenderjaren;

— 2° van het in artikel 8, § 1, eerste lid, bedoelde forfaitaire loon indien de berekeningswijze bepaald bij de bepaling onder 1° niet kan worden toegepast of minder voordelig is.”;

2° in paragraaf 1 wordt het zesde lid opgeheven;

3° in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“Indien, in afwijking van § 1, eerste lid, het jaarloon voor een loopbaanjaar van de overleden werknemer, geherwaardeerd op de ingangsdatum van de overgangsuitkering, lager is, per jaar, dan het in artikel 8, § 1, eerste lid bedoelde bedrag, wordt de overgangsuitkering berekend op basis van dit bedrag voor het betrokken jaar. Dit bedrag wordt geproratiséerd in functie van de bewezen duur van tewerkstelling, uitgedrukt in voltijdse dagequivalenten.”;

4° in paragraaf 2 worden het derde en het vierde lid opgeheven.

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

**Art. 27.** Le présent titre produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015, à l'exception des articles 12 à 20 et de l'article 21, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

**Titre 4. — Dispositions relatives aux pensions des travailleurs indépendants**

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Relèvement de l'âge légal de la pension de retraite et modification des conditions d'accès à la pension de retraite anticipée*

Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions modificatives

**Art. 28.** A l'article 3 de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, modifié en dernier lieu par la loi du 28 juin 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les paragraphes *1bis* et *1ter* sont insérés, rédigés comme suit :

“§ 1<sup>er</sup>*bis*. A partir du 1<sup>er</sup> février 2025 et pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> février 2025 et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2030, l'âge de la pension est de 66 ans.

§ 1<sup>er</sup>*ter*. A partir du 1<sup>er</sup> février 2030 et pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> février 2030, l'âge de la pension est de 67 ans.”;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe *2bis*, l'alinéa 4, inséré par la loi du 21 décembre 2012 et abrogé par la loi du 28 juin 2013, est rétabli;

3<sup>o</sup> dans le paragraphe *2bis*, l'alinéa 4 qui devient l'alinéa 5 est abrogé;

4<sup>o</sup> il est inséré un paragraphe *2ter* rédigé comme suit :

“§ 2<sup>ter</sup>. La pension de retraite peut néanmoins prendre cours, au choix et à la demande de l'intéressé, avant l'âge prévu au § 1<sup>er</sup>, et au plus tôt le premier jour du mois suivant le 63<sup>e</sup> anniversaire.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> février 2018 et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la pension de retraite peut prendre cours, au choix et à la demande de l'intéressé :

1<sup>o</sup> le premier jour du mois suivant le 60<sup>e</sup> anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 43 années civiles;

2<sup>o</sup> le premier jour du mois suivant le 61<sup>e</sup> anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 42 années civiles;

3<sup>o</sup> le premier jour du mois suivant le 62<sup>e</sup> anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 42 années civiles.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> février 2019, la pension de retraite peut prendre cours, au choix et à la demande de l'intéressé :

1<sup>o</sup> le premier jour du mois suivant le 60<sup>e</sup> anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 44 années civiles;

2<sup>o</sup> le premier jour du mois suivant le 61<sup>e</sup> anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 43 années civiles;

3<sup>o</sup> le premier jour du mois suivant le 62<sup>e</sup> anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 43 années civiles.

Néanmoins, l'intéressé qui, à un moment donné, remplit les conditions d'âge et de carrière prévues au paragraphe *2bis*, au présent paragraphe, au § 3, alinéa 2 ou 3, ou à l'article 16<sup>ter</sup>, pour obtenir une pension de retraite avant l'âge visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, peut obtenir au choix et à sa demande une pension de retraite anticipée, quelle que soit ultérieurement la date de prise de cours effective de la pension”;

5<sup>o</sup> dans le paragraphe 3, entre les alinéas 2 et 3, deux alinéas sont insérés rédigés comme suit :

“La possibilité d'obtenir une pension de retraite anticipée conformément au § 2<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est soumise dans le chef de l'intéressé à la condition de prouver une carrière d'au moins :

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

**Art. 27.** Deze titel heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015, met uitzondering van artikelen 12 tot en met 20 en artikel 21, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>.

**Titel 4. — Bepalingen betreffende de pensioenen van de zelfstandigen**

HOOFDSTUK 1. — *Verhoging van de wettelijke leeftijd van het rustpensioen en wijziging van de toegangsvoorwaarden tot het vervroegd rustpensioen*

## Afdeling 1. — Wijzigende bepalingen

**Art. 28.** In artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 28 juni 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> de paragrafen *1bis* en *1ter* worden ingevoegd, luidende :

“§ 1<sup>er</sup>*bis*. Vanaf 1 februari 2025 en voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2025 en uiterlijk op 1 januari 2030 ingaan, is de pensioenleeftijd 66 jaar.

§ 1<sup>er</sup>*ter*. Vanaf 1 februari 2030 en voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2030 ingaan is de pensioenleeftijd 67 jaar.” ;

2<sup>o</sup> in paragraaf *2bis* wordt het vierde lid, ingevoegd bij de wet van 21 december 2012 en opgeheven bij de wet van 28 juni 2013, hersteld;

3<sup>o</sup> in paragraaf *2bis*, wordt het vierde lid dat het vijfde lid wordt, opgeheven;

4<sup>o</sup> een paragraaf *2ter* wordt ingevoegd, luidende :

“§ 2<sup>ter</sup>. Het rustpensioen kan nochtans, naar keuze en op verzoek van de belanghebbende, ingaan voor de leeftijd bedoeld in § 1, en ten vroegste op de eerste dag van de maand die volgt op de 63<sup>e</sup> verjaardag.

In afwijking van het eerste lid en voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2018 en uiterlijk op 1 januari 2019 ingaan, kan het rustpensioen, naar keuze en op verzoek van de belanghebbende, ingaan :

1<sup>o</sup> op de eerste dag van de maand die volgt op de 60<sup>e</sup> verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren;

2<sup>o</sup> op de eerste dag van de maand die volgt op de 61<sup>e</sup> verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 42 kalenderjaren;

3<sup>o</sup> op de eerste dag van de maand die volgt op de 62<sup>e</sup> verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 42 kalenderjaren.

In afwijking van het eerste lid en voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2019 ingaan, kan het rustpensioen, naar keuze en op verzoek van de belanghebbende, ingaan :

1<sup>o</sup> op de eerste dag van de maand die volgt op de 60<sup>e</sup> verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 44 kalenderjaren;

2<sup>o</sup> op de eerste dag van de maand die volgt op de 61<sup>e</sup> verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren;

3<sup>o</sup> op de eerste dag van de maand die volgt op de 62<sup>e</sup> verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren.

Nochtans kan de belanghebbende die, op een bepaald ogenblik, voldoet aan de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden bepaald bij paragraaf *2bis*, in deze paragraaf, in § 3, tweede of derde lid, of in artikel 16<sup>ter</sup>, om een rustpensioen te verkrijgen voor de leeftijd bedoeld in paragraaf 1, naar keuze en op zijn verzoek een vervroegd pensioen verkrijgen, ongeacht de datum waarop het pensioen later daadwerkelijk ingaat”;

5<sup>o</sup> in paragraaf 3 worden tussen het tweede en het derde lid twee leden ingevoegd, luidende :

“De mogelijkheid om overeenkomstig § 2<sup>ter</sup>, eerste lid, een vervroegd rustpensioen te verkrijgen, is ondergeschikt aan de voorwaarde dat de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste :



1° 41 années civiles si la pension prend cours effectivement et pour la 1<sup>re</sup> fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> février 2018 et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2019;

2° 42 années civiles si la pension prend cours effectivement et pour la 1<sup>re</sup> fois au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> février 2019.

Par années civiles au sens de l'alinéa 3, il y a lieu d'entendre les années susceptibles d'ouvrir des droits à la pension en vertu d'un ou plusieurs régimes légaux belges de pension ou de régimes qui relèvent du champ d'application des Règlements européens de sécurité sociale ou d'une convention de sécurité sociale conclue par la Belgique concernant les pensions des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants";

6° dans le § 3, alinéa 3, qui devient l'alinéa 5, les mots " les années civiles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à l'alinéa 2" sont remplacés par les mots " les années civiles visées aux alinéas 1<sup>er</sup> à 4".

**Art. 29.** Dans l'article 7, § 2, du même arrêté, les mots "l'âge de 65 ans" sont remplacés par les mots "l'âge visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>bis, ou § 1<sup>er</sup>ter, selon le cas".

**Art. 30.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 16<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

"Art. 16<sup>ter</sup>. Par dérogation à l'article 3, § 2<sup>ter</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et pour les pensions qui prennent cours effectivement et pour la première fois au plus tôt le 1<sup>er</sup> février 2017 et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la pension de retraite peut prendre cours, au choix et à la demande de l'intéressé, au plus tôt le premier jour du septième mois suivant le 62e anniversaire à condition que l'intéressé prouve une carrière d'au moins 41 années civiles.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la pension de retraite peut prendre cours au plus tôt :

1° le premier jour du mois suivant le 60e anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 43 années civiles;

2° le premier jour du mois suivant le 61e anniversaire lorsque l'intéressé prouve une carrière d'au moins 42 années civiles.

Par années civiles au sens des alinéas 1<sup>er</sup> et 2, il y a lieu d'entendre les années susceptibles d'ouvrir des droits à la pension en vertu d'un ou plusieurs régimes légaux belges de pension, ou de régimes qui relèvent du champ d'application des Règlements européens de sécurité sociale ou d'une convention de sécurité sociale conclue par la Belgique concernant les pensions des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants."

**Art. 31.** A l'article 4 de la loi du 21 décembre 2012 portant modifications de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne et portant fixation d'une mesure transitoire relative à la réforme de la pension de retraite anticipée des travailleurs indépendants, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

"Par dérogation aux conditions d'âge et de carrière prévues à l'article 3, § 2<sup>bis</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, § 2<sup>ter</sup>, § 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, à l'article 16<sup>bis</sup>, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et à l'article 16<sup>ter</sup>, du même arrêté royal, la pension de retraite anticipée de l'intéressé qui est né avant le 1<sup>er</sup> janvier 1956 et qui prouve, au plus tard le 31 décembre 2012, une carrière d'au moins 32 années civiles au sens de l'article 3, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, peut prendre cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, au choix et à sa demande, au plus tôt le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit son 62e anniversaire";

1° 41 kalenderjaren wanneer het pensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2018 en uiterlijk op 1 januari 2019 ingaat;

2° 42 kalenderjaren wanneer het pensioen daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste vanaf 1 februari 2019 ingaat;

Met kalenderjaren in de zin van het derde lid wordt bedoeld de jaren waarvoor pensioenrechten kunnen worden geopend krachtens een of meerdere wettelijke Belgische pensioenregelingen of regelingen waarop de Europese verordeningen inzake sociale zekerheid van toepassing zijn of waarop een door België gesloten overeenkomst inzake sociale zekerheid betreffende de pensioenen van werknemers of zelfstandigen van toepassing is";

6° in § 3, derde lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden " De in het eerste en het tweede lid bedoelde kalenderjaren" vervangen door de woorden " De in het eerste tot het vierde lid bedoelde kalenderjaren".

**Art. 29.** In artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de leeftijd van 65 jaar" vervangen door de woorden "'de in artikel 3, § 1, § 1<sup>bis</sup> of § 1<sup>ter</sup>, naar gelang het geval, bedoelde leeftijd".

**Art. 30.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 16<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

"Art. 16<sup>ter</sup>. In afwijking van artikel 3, § 2<sup>ter</sup>, eerste lid, kan voor de pensioenen die daadwerkelijk en voor de eerste maal ten vroegste op 1 februari 2017 en uiterlijk op 1 januari 2018 ingaan, het rustpensioen, naar keuze en op verzoek van de belanghebbende, ten vroegste ingaan op de eerste dag van de zevende maand die volgt op de 62e verjaardag op voorwaarde dat de belanghebbende een loopbaan van ten minste 41 kalenderjaren bewijst.

In afwijking van het eerste lid kan het rustpensioen ten vroegste ingaan :

1° op de eerste dag van de maand die volgt op de 60e verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 43 kalenderjaren;

2° op de eerste dag van de maand die volgt op de 61e verjaardag indien de belanghebbende een loopbaan bewijst van ten minste 42 kalenderjaren.

Met kalenderjaren in de zin van het eerste en tweede lid wordt bedoeld de jaren waarvoor pensioenrechten kunnen geopend worden krachtens een of meerdere wettelijke Belgische pensioenregelingen of regelingen waarop de Europese verordeningen inzake sociale zekerheid van toepassing zijn of waarop een door België gesloten overeenkomst inzake sociale zekerheid betreffende de pensioenen van werknemers of zelfstandigen van toepassing is."

**Art. 31.** In artikel 4 van de wet van 21 december 2012 houdende wijzigingen van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie en houdende vaststelling van een overgangsregeling met betrekking tot de hervorming van het vervroegd rustpensioen voor zelfstandigen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"In afwijking van de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden bepaald bij artikel 3, § 2<sup>bis</sup>, eerste en tweede lid, § 2<sup>ter</sup>, § 3, eerste en tweede lid, in artikel 16<sup>bis</sup>, §§ 1 en 2, en in artikel 16<sup>ter</sup>, van hetzelfde koninklijk besluit kan vanaf 1 januari 2013 het vervroegde rustpensioen van de belanghebbende die geboren is vóór 1 januari 1956 en die uiterlijk op 31 december 2012 een loopbaan bewijst van ten minste 32 kalenderjaren in de zin van artikel 3, § 3, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit, naar keuze en op zijn verzoek, op zijn vroegst ingaan op de eerste dag van de maand volgend op zijn 62e verjaardag";

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

“Par années civiles au sens de l'alinéa 2, il y a lieu d'entendre les années susceptibles d'ouvrir des droits à la pension en vertu d'un ou plusieurs régimes légaux belges de pension au sens de l'article 3, § 3, alinéa 5, du même arrêté royal, ou de régimes qui relèvent du champ d'application des Règlements européens de sécurité sociale ou d'une convention de sécurité sociale conclue par la Belgique concernant les pensions des travailleurs salariés ou des travailleurs indépendants”.

#### Section 2. — Dispositions transitoires

**Art. 32.** Par dérogation aux conditions d'âge et de carrière prévues à l'article 3, § 2<sup>ter</sup>, et à l'article 16<sup>ter</sup>, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, l'intéressé qui est né avant le 1<sup>er</sup> janvier 1958 peut prendre sa pension de retraite anticipée aux conditions d'âge et de carrière prévues aux articles 3, § 2<sup>bis</sup>, et § 3, alinéas 2 à 6, et 16<sup>bis</sup>, §§ 1<sup>er</sup> à 2<sup>bis</sup>, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 précité, telles qu'en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016, majorées chacune d'un an.

**Art. 33.** La personne qui peut prendre sa pension de retraite anticipée dans le régime salarié en application de l'article 19 ou 20, et qui a exercé une activité dans le régime des travailleurs indépendants, peut prendre sa pension de retraite anticipée dans le régime des travailleurs indépendants aux conditions d'âge et de carrière prévues aux articles 3, § 2<sup>bis</sup>, et § 3, alinéas 2 à 6, et 16<sup>bis</sup>, §§ 1<sup>er</sup> à 2<sup>bis</sup>, de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, telles qu'en vigueur jusqu'au 31 décembre 2016.

#### CHAPITRE 2. — Relèvement de l'âge minimum de la pension de survie et octroi minimum de l'allocation de transition

**Art. 34.** A l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le 10° est remplacé par ce qui suit :

“10° 50 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2025 et au plus tard au 31 décembre 2025”;

2° l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est complété par les 11° à 15° rédigés comme suit :

“11° 51 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2026 et au plus tard au 31 décembre 2026;

12° 52 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2027 et au plus tard au 31 décembre 2027;

13° 53 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2028 et au plus tard au 31 décembre 2028;

14° 54 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2029 et au plus tard au 31 décembre 2029;

15° 55 ans lorsque le décès du conjoint intervient au plus tôt au 1<sup>er</sup> janvier 2030”;

3° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“La pension de survie est accordée au conjoint survivant qui, à la date du décès de son conjoint, a atteint l'âge visé à l'alinéa précédent”.

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

“Met kalenderjaren in de zin van het tweede lid wordt bedoeld de jaren waarvoor pensioenrechten kunnen worden geopend krachtens een of meer wettelijke Belgische pensioenregelingen in de zin van artikel 3, § 3, vijfde lid, van hetzelfde koninklijk besluit, of regelingen waarop de Europese verordeningen inzake sociale zekerheid van toepassing zijn of waarop een door België gesloten overeenkomst inzake sociale zekerheid betreffende de pensioenen van werknemers of zelfstandigen van toepassing is”.

#### Afdeling 2. — Overgangsbepalingen

**Art. 32.** In afwijking van de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden bepaald bij artikel 3, § 2<sup>ter</sup>, en in artikel 16<sup>ter</sup>, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, kan de belanghebbende die geboren is vóór 1 januari 1958 zijn vervroegd rustpensioen opnemen onder de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden voorzien in de artikelen 3, § 2<sup>bis</sup>, en § 3, tweede tot het zesde lid, en 16<sup>bis</sup>, §§ 1 tot 2<sup>bis</sup>, van het voormelde koninklijk besluit van 30 januari 1997, zoals van kracht tot 31 december 2016, elk verhoogd met één jaar.

**Art. 33.** De persoon die een vervroegd rustpensioen in de regeling voor werknemers kan opnemen met toepassing van artikel 19 of 20 en die een beroepsbezigheid heeft uitgeoefend behorend tot de regeling voor zelfstandigen, kan een vervroegd rustpensioen in de regeling voor zelfstandigen opnemen onder de leeftijds- en loopbaanvoorwaarden bepaald bij de artikelen 3, § 2<sup>bis</sup>, en § 3, tweede tot zesde lid, en 16<sup>bis</sup>, §§ 1 tot 2<sup>bis</sup>, van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, zoals van kracht tot 31 december 2016.

#### HOOFDSTUK 2. — Verhoging van de minimumleeftijd van het overlevingspensioen en minimumtoekenning van de overgangsuitkering

**Art. 34.** In artikel 4, § 1, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 2°, wordt de bepaling onder 10° vervangen als volgt :

“10° 50 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2025 en ten laatste op 31 december 2025 overlijdt”;

2° het eerste lid, 2°, wordt aangevuld met de bepalingen onder 11° tot 15°, luidende :

“11° 51 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2026 en ten laatste op 31 december 2026 overlijdt;

12° 52 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2027 en ten laatste op 31 december 2027 overlijdt;

13° 53 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2028 en ten laatste op 31 december 2028 overlijdt;

14° 54 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2029 en ten laatste op 31 december 2029 overlijdt;

15° 55 jaar, als de echtgenoot ten vroegste op 1 januari 2030 overlijdt”;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Het overlevingspensioen wordt toegekend aan de langstlevende echtgenoot die, op de datum van het overlijden van zijn echtgenoot, de in het vorige lid bedoelde leeftijd bereikt heeft.”.

**Art. 35.** Dans l'article 9bis de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, inséré par la loi du 25 avril 2014, le paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit :

“§ 7. Si le montant de l'allocation de transition calculée conformément aux dispositions des articles 7bis et 8bis et du présent article est inférieur au montant obtenu en multipliant le montant de 9 648,57 euros visé à l'article 131ter, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 mai 1984 par la fraction visée à l'article 7bis, § 1<sup>er</sup>, ce dernier montant est alloué.

A partir du 1<sup>er</sup> avril 2015, le montant de 9 648,57 euros visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est égal au montant visé à l'article 131ter, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 mai 1984 pour une pension de survie”.

CHAPITRE 3. — *Autres dispositions relatives à l'allocation de transition et à la pension de survie*

**Art. 36.** A l'article 4 de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est complété par la phrase suivante :

“Le Roi détermine la manière dont est prouvée la condition de la charge d'enfant pour lequel un des conjoints percevait des allocations familiales.”;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“La déclaration d'absence conformément aux dispositions du Code civil vaut preuve de décès. Le conjoint absent est censé être décédé à la date de la transcription dans les registres de l'état civil de la décision judiciaire déclarative d'absence coulée en force de chose jugée.”.

**Art. 37.** Dans l'article 8, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, remplacé par la loi du 25 avril 2014, la phrase “Dans les autres cas, l'allocation de transition prend cours au plus tôt le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande est introduite” est remplacée par la phrase “Dans les autres cas, l'allocation de transition prend cours au plus tôt le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande est introduite, pour la durée fixée en vertu de l'article 8ter et calculée à partir de la date à laquelle l'allocation de transition aurait pris cours si la demande avait été introduite dans les douze mois qui suivent le décès du conjoint”.

**Art. 38.** Dans l'article 8bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° tiret, du même arrêté, inséré par la loi du 25 avril 2014, les mots “un enfant était” sont abrogés.

**Art. 39.** A l'article 8ter du même arrêté, inséré par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, les mots “conformément aux dispositions des articles 8 à 8quinquies” sont remplacés par les mots “conformément aux dispositions des articles 8 et 8bis et du présent article”;

2° l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

“§ 4. Le conjoint survivant, qui a été uni par des mariages successifs, ne peut pas cumuler une allocation de transition accordée en vertu du présent arrêté avec une pension de survie ou un avantage en tenant lieu à charge d'un régime belge ou étranger. Dans ce cas, il choisit entre les deux prestations et ce choix est définitif”.

**Art. 40.** A l'article 8quater du même arrêté, inséré par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

“Le conjoint survivant, qui a bénéficié ou aurait pu bénéficier d'une allocation de transition conformément aux dispositions des articles 8 à 8ter, peut prétendre à une pension de survie au sens des articles 4 à 6, lorsqu'il bénéficie d'une pension de retraite à charge d'un régime légal belge de pension ou lorsqu'il bénéficie d'une pension de retraite pour motif de santé ou d'incapacité physique dans le secteur public, à condition qu'il ne soit pas remarié à la date de prise de cours de la pension de survie.”;

2° dans l'alinéa 2, le 3° est remplacé par ce qui suit :

**Art. 35.** In artikel 9bis van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, wordt paragraaf 7 vervangen als volgt :

“§ 7. Indien het bedrag van de overgangsuitkering, berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 7bis en 8bis en van dit artikel kleiner is dan het bedrag dat verkregen wordt door het in artikel 131ter, § 1, van de wet van 15 mei 1984 bedoelde bedrag van 9 648,57 euro te vermenigvuldigen met de in artikel 7bis, § 1, bedoelde breuk, wordt dit laatste bedrag toegekend.

Vanaf 1 april 2015 is het in het eerste lid bedoelde bedrag van 9 648,47 euro gelijk aan het in artikel 131ter, § 1, van de wet van 15 mei 1984 bedoelde bedrag voor een overlevingspensioen”.

HOOFDSTUK 3. — *Andere bepalingen betreffende de overgangsuitkering en het overlevingspensioen*

**Art. 36.** In artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, 1°, wordt aangevuld met de volgende zin :

“De Koning bepaalt de wijze waarop de voorwaarde van kinderlast waarvoor één van de echtgenoten kinderbijslag ontving, bewezen wordt.”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“De verklaring van afwezigheid overeenkomstig de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek geldt als bewijs van het overlijden. De afwezige echtgenoot wordt geacht overleden te zijn op de datum van de overschrijving van de in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing houdende verklaring van afwezigheid in de registers van de burgerlijke stand.”.

**Art. 37.** In artikel 8, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij de wet van 25 april 2014, wordt de zin “In de overige gevallen gaat de overgangsuitkering ten vroegste in de eerste dag van de maand die volgt op deze waarin de aanvraag wordt ingediend” vervangen door de zin “In de overige gevallen gaat de overgangsuitkering ten vroegste in de eerste dag van de maand die volgt op deze waarin de aanvraag wordt ingediend, voor de periode vastgesteld krachtens artikel 8ter en berekend vanaf de datum waarop de overgangsuitkering had kunnen ingaan als de aanvraag werd ingediend in de twaalf maanden die volgen op het overlijden van de echtgenoot”.

**Art. 38.** In artikel 8bis, § 1, eerste lid, tweede streepje, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, worden de woorden “un enfant était” opgeheven in de Franse tekst.

**Art. 39.** In artikel 8ter, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3 worden de woorden “overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 8 tot 8quinquies” vervangen door de woorden “overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 8 en 8bis en van dit artikel”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidende :

“§ 4. De langstlevende echtgenoot die door opeenvolgende huwelijken is verbonden geweest, kan een overeenkomstig dit besluit toegekende overgangsuitkering niet cumuleren met een overlevingspensioen of een als zodanig geldend voordeel ten laste van een Belgisch of buitenlands stelsel. In dit geval kiest hij tussen beide prestaties en is deze keuze definitief”.

**Art. 40.** In artikel 8quater van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

“De langstlevende echtgenoot die heeft genoten of zou kunnen genoten hebben van een overgangsuitkering overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 8 tot 8ter, kan aanspraak maken op een overlevingspensioen in de zin van de artikelen 4 tot 6 wanneer hij een rustpensioen geniet ten laste van een Belgische wettelijke pensioenregeling of wanneer hij een rustpensioen wegens gezondheidsredenen of lichamelijke ongeschiktheid in de openbare sector geniet, op voorwaarde dat hij niet hertrouwd is op de ingangsdatum van het overlevingspensioen.”;

2° in het tweede lid wordt de bepaling onder 3° vervangen als volgt :

“3° à l'âge légal de la pension de retraite belge lorsque le conjoint survivant ne justifie pas d'une carrière professionnelle personnelle.”

**Art. 41.** Dans l'article 13 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 30 mars 1982, les mots “La pension de retraite et la pension de survie” sont remplacés par les mots “La pension de retraite, la pension de survie et l'allocation de transition”.

**Art. 42.** Dans l'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 mars 1982, les mots “la pension de retraite et la pension de survie” sont remplacés par les mots “la pension de retraite, la pension de survie et l'allocation de transition”.

**Art. 43.** Dans l'article 30*bis*, du même arrêté, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2014, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

“Sous réserve de l'application de l'alinéa 2, les prestations visées au présent chapitre ne sont payables que si le bénéficiaire n'exerce pas d'activité professionnelle et ne jouit pas d'une indemnité pour cause de maladie, d'invalidité, de chômage involontaire par application d'une législation de sécurité sociale belge ou étrangère ou d'un statut applicable au personnel d'une institution de droit public international, ni d'une allocation pour cause d'interruption de carrière, de crédits, de réduction des prestations ou d'une indemnité accordée dans le cadre du régime de chômage avec complément d'entreprise.”

**Art. 44.** Dans l'article 7*bis* de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants en application des articles 15 et 27 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, inséré par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Le Roi détermine pour l'application du présent paragraphe ce qu'il y a lieu d'entendre par jours équivalents temps plein en qualité de travailleur indépendant.”;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Le Roi fixe les modalités d'ouverture du droit à l'allocation de transition et le montant de celle-ci lorsque le conjoint est décédé avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année de son 21<sup>ème</sup> anniversaire.”.

**Art. 45.** A l'article 9*bis* du même arrêté, inséré par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 8 est abrogé;

2° le paragraphe 9, dont le texte actuel formera le paragraphe 8, est remplacé par ce qui suit :

“§ 8. Le Livre III, Titre II*bis*, de la loi du 15 mai 1984 n'est pas applicable à l'allocation de transition”.

#### CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur*

**Art. 46.** L'article 28, 2°, produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

L'article 28, 3°, produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les articles 34, 3° et 35 à 45 produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

#### **Titre 5. — Disposition relative à l'allocation de transition des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants**

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition modificative*

**Art. 47.** Dans l'article 187 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 1°/1 rédigé comme suit :

“1°/1. les allocations de transition octroyées dans le régime de pension des travailleurs salariés;”;

2° il est inséré un 6°/1 rédigé comme suit :

“6°/1. les allocations de transition octroyées dans le régime de pension des travailleurs indépendants;”.

“3° op de Belgische wettelijke rustpensioenleeftijd indien de langstlevende echtgenoot niet het bewijs levert van een persoonlijke beroepsloopbaan.”.

**Art. 41.** In artikel 13 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 30 maart 1982, worden de woorden “Het rustpensioen en het overlevingspensioen” vervangen door de woorden “Het rustpensioen, het overlevingspensioen en de overgangsuitkering”.

**Art. 42.** In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1982, worden de woorden “het rustpensioen en het overlevingspensioen” vervangen door de woorden “het rustpensioen, het overlevingspensioen en de overgangsuitkering”.

**Art. 43.** In artikel 30*bis* van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

“Onder voorbehoud van de toepassing van het tweede lid, zijn de in dit hoofdstuk bedoelde uitkeringen slechts betaalbaar indien de gerechtigde geen beroepsbezigheid uitoefent en geen vergoeding geniet wegens ziekte, invaliditeit, onvrijwillige werkloosheid met toepassing van een Belgische of buitenlandse wetgeving inzake sociale zekerheid of van een statuut dat van toepassing is op het personeel van een instelling van internationaal publiekrecht, noch een uitkering geniet wegens loopbaanonderbreking, wegens tijdscrediet of het verminderen van de arbeidsprestaties of een uitkering toegekend in het kader van het stelsel van werkloosheid met bedrijfstoelag.”.

**Art. 44.** In artikel 7*bis* van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen met toepassing van de artikelen 15 en 27 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels en van artikel 3, § 1, 4<sup>o</sup>, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese en Monetaire Unie, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

“De Koning bepaalt voor de toepassing van deze paragraaf wat moet begrepen worden onder voltijdse dagequivalenten als zelfstandige.”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. De Koning bepaalt de nadere regels voor de opening van het recht op de overgangsuitkering wanneer de echtgenoot vóór 1 januari van het jaar van zijn 21<sup>ste</sup> verjaardag is overleden.”.

**Art. 45.** In artikel 9*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 8 wordt opgeheven;

2° paragraaf 9, waarvan de huidige tekst paragraaf 8 zal vormen, wordt vervangen als volgt :

“§ 8. Boek III, Titel II*bis*, van de wet van 15 mei 1984 wordt niet toegepast op de overgangsuitkering”.

#### HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding*

**Art. 46.** Artikel 28, 2°, heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Artikel 28, 3°, heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

De artikelen 34, 3° en 35 tot 45 hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

#### **Titel 5. — Bepaling betreffende de overgangsuitkering van de werknemers en de zelfstandigen**

##### HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepaling*

**Art. 47.** In artikel 187 van de programmawet (I) van 24 december 2002 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een bepaling onder 1°/1 ingevoegd, luidende :

“1°/1. de overgangsuitkeringen toegekend in de pensioenregeling voor werknemers;”;

2° er wordt een bepaling onder 6°/1 ingevoegd, luidende :

“6°/1. de overgangsuitkeringen toegekend in het pensioenstelsel der zelfstandigen;”.

CHAPITRE 2. — *Entrée en vigueur*

**Art. 48.** Le présent titre produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Titre 6. — Disposition relative à l'allocation des travailleurs salariés, des travailleurs indépendants et du secteur public**

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition modificative*

**Art. 49.** Dans l'article 296 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, 1°, les mots "et les allocations de transition" sont insérés entre les mots "les pensions de retraite et de survie" et les mots "à charge du régime de pension des travailleurs salariés";

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, les mots "les allocations de transition" sont insérés entre les mots "les pensions de retraite et de survie" et les mots "et les pensions de conjoint divorcé";

3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, les mots "et les allocations de transition" sont insérés entre les mots "les pensions de retraite et de survie" et les mots "à charge du Trésor public";

4° dans le paragraphe 2, il est inséré le 1°/1 rédigé comme suit :

"1°/1. pensions : les prestations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>".

CHAPITRE 2. — *Entrée en vigueur*

**Art. 50.** Le présent titre produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur Belge.

Donné à Poitiers, le 10 août 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le ministre des Pensions,  
D. BACQUELAINE

Le ministre des Indépendants,  
W. BORSUS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————  
Note

(1) Chambre des représentants  
(www.lachambre.be)

Documents : 0069 – 54-1180

Compte rendu intégral : 23 juillet 2015

HOOFDSTUK 2. — *Inwerkingtreding*

**Art. 48.** Deze titel heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

**Titel 6. — Bepaling betreffende de overgangsuitkering van de werknemers, de zelfstandigen en de publieke sector**

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingsbepaling*

**Art. 49.** In artikel 296 van de programawet (I) van 27 december 2006 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 1°, worden de woorden "en de overgangsuitkeringen" ingevoegd tussen de woorden "de rust- en overlevingspensioenen" en de woorden "ten laste van de pensioenregeling voor werknemers";

2° in paragraaf 1, 2°, worden de woorden "de overgangsuitkeringen" ingevoegd tussen de woorden "de rust- en overlevingspensioenen" en de woorden "en de pensioenen als uit de echt gescheiden echtgenoot";

3° in paragraaf 1, 3°, worden de woorden "en de overgangsuitkeringen" ingevoegd tussen de woorden "de rust- en overlevingspensioenen" en de woorden "ten laste van de Openbare Schatkist";

4° in paragraaf 2 wordt de bepaling onder 1°/1 ingevoegd, luidende :

"1°/1. pensioenen : de prestaties bedoeld bij paragraaf 1".

HOOFDSTUK 2. — *Inwerkingtreding*

**Art. 50.** Deze titel heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Poitiers, 10 augustus 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Pensioenen,  
D. BACQUELAINE

De minister van Zelfstandigen,  
W. BORSUS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers  
(www.dekamer.be)

Stukken : 0069 – 54-1180

Integraal verslag : 23 juli 2015

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C – 2015/14202]

15 JUIN 2015. — Loi modifiant la loi du 30 août 2013 portant le Code ferroviaire. — Avis rectificatif

Au *Moniteur belge* n° 14185 du C-2015 page 45745, après les signatures, il y a lieu d'insérer le texte suivant :

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————  
Note

(1) Session 2015-2016

Chambre des représentants

Documents. – Projet de loi, 54K0984 - N° 1. – Rapport, 54K0984 - N° 2. – Texte adopté par la Commission, 54K0984 - N° 3. – Texte adopté en séance plénière, 54K0984 - N° 4.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C – 2015/14202]

15 JUNI 2015. — Wet tot wijziging van de wet van 30 augustus 2013 houdende de Spoorcodex. — Rechtzetting

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 14185 van C-2015 bladzijde 45745, moet, na de handtekeningen, de volgende tekst worden ingevoegd :

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————  
Nota

(1) Zitting 2015-2016

Kamer van de volksvertegenwoordigers

Stukken. – Wetsontwerp, 54K0984 - Nr. 1. – Verslag, 54K0984 - Nr. 2. – Tekst aangenomen door de Commissie, 54K0984 - Nr. 3. – Tekst aangenomen in plenaire vergadering, 54K0984 - Nr. 4.